



Des néo-nationalistes au pouvoir à Rome ?

Christophe Bouillaud

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2018/3 Automne**, PAGES 89 À 101
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678179

DOI 10.3917/pe.183.0089

Date de mise en ligne : 14/09/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-3-page-89?lang=fr>



CAIRN . INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-3-page-89?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Des néo-nationalistes au pouvoir à Rome ?

Par **Christophe Bouillaud**

Christophe Bouillaud, ancien élève de l'École normale supérieure, est professeur de science politique à Sciences Po Grenoble.

Les élections italiennes de mars 2018 ont consacré la victoire de la Ligue du Nord et du Mouvement 5 Étoiles. Ces deux partis populistes se sont alliés pour former un gouvernement eurosceptique. Leurs principaux griefs à l'égard de l'Union européenne ont trait à l'imposition de politiques d'austérité qui ont pesé sur l'économie italienne et au manque de solidarité européenne sur les questions migratoires. Rome ne souhaite pas rompre avec Bruxelles mais va devenir un partenaire difficile.

politique étrangère

L'entrée en fonction le 1^{er} juin 2018 de Giuseppe Conte comme président du Conseil italien marquera probablement une inflexion dans les relations entre l'Italie et ses partenaires de l'Union européenne (UE). Le Mouvement 5 Étoiles (M5S) de Luigi Di Maio et la Ligue du Nord (LN) de Matteo Salvini, vainqueurs des élections du 4 mars 2018 avec respectivement 33 % et 17 % des suffrages, justifient leur alliance imprévue par la nécessité de défendre les intérêts italiens en Europe. Se met ainsi en place, pour la première fois dans l'un des six pays fondateurs de l'Europe communautaire, un gouvernement constitué par des partis qui n'appartiennent pas à l'une ou l'autre des fédérations de partis qui ont dominé la politique européenne depuis les années 1950¹.

Régionaliste lors de son entrée au Parlement européen en 1989², eurosceptique après 1999, la LN appartient depuis 2015 au groupe Europe des nations et des libertés (ENL) aux côtés du Rassemblement national (ex-FN) français, du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) et du Parti

1. À savoir le Parti populaire européen (PPE), le Parti socialiste européen (PSE) et l'Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe (ALDE).

2. Sous le nom d'Alliance Nord. La LN n'est fondée officiellement qu'en février 1991, mais elle est opérationnelle comme alliance de ligues régionalistes (Ligue lombarde, Ligue vénète, etc.) dès juin 1989.

pour la liberté (PVV) hollandais³. Quant au M5S, fondé en octobre 2009 sur une orientation écologique, démocratique et sociale, ses élus forment, depuis leur entrée au Parlement européen en 2014, l'épine dorsale du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) avec le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) britannique⁴. Cette absence de représentants de partis issu des démocrates-chrétiens, libéraux ou socialistes dans le gouvernement Conte se trouve pourtant compensée par la présence dans l'exécutif d'un petit tiers de techniciens ayant servi des gouvernants de ce qu'on serait presque tenté d'appeler l'Ancien Régime⁵.

La formation du gouvernement Conte : l'Europe et les marchés financiers sur le qui-vive

La rupture du 1^{er} juin 2018 apparaît d'autant plus nette que la formation du gouvernement Conte – la plus longue de toute l'histoire républicaine italienne (89 jours) – a laissé l'impression que le président de la République Sergio Mattarella, démocrate-chrétien de gauche et européiste, aurait souhaité éviter une telle issue. Après avoir exploré d'autres hypothèses, il a laissé le temps au M5S et à la LN de négocier un *Contrat pour le gouvernement du changement*⁶. Sur proposition des deux récents alliés, il donne mandat de former un gouvernement à un professeur de droit proche du M5S, alors inconnu du grand public. Le 27 mai, il met cependant son veto à la nomination au poste de ministre de l'Économie et des Finances d'un économiste hostile à l'euro, Paolo Savona. Or, pour Matteo Salvini, cette nomination devait signifier aux partenaires européens l'ire de l'Italie en matière de gestion de la zone euro.

Ce veto provoque le retrait de Giuseppe Conte. Sergio Mattarella le justifie alors dans une déclaration télévisée par le risque que ferait courir à l'épargnant italien un signal pouvant laisser penser que l'Italie se préparerait à sortir de la zone euro. Cette crainte avait d'autant plus de consistance que des versions provisoires du *Contrat pour le gouvernement du changement* avaient filtré dans la presse, qui comprenaient des mesures

3. La LN est aussi membre fondateur en 2014 du parti européen Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés (MENL), aux côtés du FN et FPÖ.

4. En janvier 2017, Beppe Grillo, le « garant » du M5S, propose de faire défection du groupe ELDD pour rejoindre le groupe ALDE. Il fait approuver cette défection par un vote en ligne des militants du M5S. Elle n'aura cependant pas de suite, le groupe ALDE refusant ce ralliement en raison des positions eurosceptiques du M5S.

5. Luigi Di Maio a célébré la naissance d'une « Troisième République ». Matteo Salvini a été plus discret sur ce thème, peut-être parce que la LN a gouverné plusieurs fois l'Italie sous la « Seconde République » (1993-2013) comme allié de Silvio Berlusconi.

6. Version définitive en date du 18 mai 2018, disponible sur : <<http://download.repubblica.it>>.

radicales en matière de dette publique. Le président rappelait également que la sortie de l'euro n'était pas aux programmes de campagne des deux partis partenaires. Sergio Mattarella donna alors à un économiste ayant fait carrière au Fonds monétaire international (FMI), défenseur de l'austérité budgétaire, Carlo Cottarelli, la tâche de former un gouvernement technique chargé de mener l'Italie à de nouvelles élections.

En quelques jours, il fut évident qu'une telle solution – si contraire au sens du vote du 4 mars 2018 marqué par le refus de l'austérité et le rejet de tout gouvernement technique – ne serait pas viable. L'évolution des sondages montrait qu'un nouveau scrutin conduirait à une amplification de la victoire du M5S et de la LN. Luigi Di Maio proposa alors de garder Paolo Savona dans un gouvernement Conte, mais en le déplaçant – non sans ironie – aux Affaires européennes. Sergio Mattarella et Matteo Salvini acceptèrent le compromis, et Giuseppe Conte fut réinvesti formateur de son gouvernement ainsi modifié, le processus aboutissant le 1^{er} juin.

Tant de choses éloignaient cependant la LN et le M5S – hormis le qualificatif de populistes attribué par les médias – qu'on pouvait s'interroger sur la réaction de l'opinion à la formation de ce gouvernement. De fait l'opinion le soutient⁷, appréciant ses premières semaines⁸. Celles-ci ont été marquées par l'activisme en matière de lutte contre l'immigration illégale du nouveau ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil Matteo Salvini. Refusant à l'*Aquarius*, navire affrété par une organisation non gouvernementale, le droit de débarquer en Italie les migrants recueillis au large des côtes libyennes, il n'a pas hésité à dénoncer l'hypocrisie de la France d'Emmanuel Macron qui préférerait laisser à l'Espagne la charge de l'accueillir. L'allusion à la « lèpre populiste » du président français dans son discours de Quimper du 21 juin 2018 fut dès lors particulièrement mal reçue.

Le Conseil européen du 28 juin 2018 fut l'occasion pour Giuseppe Conte de mettre en avant les revendications italiennes visant à mieux répartir le fardeau migratoire entre Européens. Le nouvel enjeu italien en Europe se trouve ainsi posé : il ne s'agit pas tant pour les nouveaux gouvernants ou leurs électeurs de quitter la zone euro, et encore moins l'UE, mais d'y gagner une place plus favorable – une tendance d'ailleurs déjà perceptible

7. 68 % de satisfaits par la formation du gouvernement Conte (Euromedia Research, 1^{er} juin 2018. Tous les sondages comportant des questions politiques, réalisés en Italie, sont consultables sur : <www.sondaggipoliticoelettorali.it>.

8. 60 % de jugements positifs (Demopolis, 19 juin 2018).

sous les gouvernements précédents. Cette attitude revendicative, portée surtout par Matteo Salvini, est appréciée des Italiens⁹. La LN est ainsi passé de 17 % des voix en mars à 29 % dans les sondages au début de l'été, à égalité désormais avec le M5S¹⁰, ces excellents chiffres pour la LN ayant été amplement confirmés par les résultats des élections locales et régionales du printemps 2018.

Des élections marquées par la faiblesse du camp pro-européen

La formation du gouvernement Conte résulte de la faiblesse du camp pro-européen aux élections du 4 mars 2018. La critique de l'UE, bien présente dans l'opinion publique¹¹, ne s'y est pas tant exprimée par des attaques directes envers l'UE et les politiques européennes qu'à travers des promesses électorales ignorant les contraintes, en particulier financières, que l'Italie s'est engagée à respecter. Le M5S, attentif en particulier à la détresse des jeunes sans emploi, des travailleurs précaires et des Italiens du Sud, a proposé un «revenu de citoyenneté¹²». La LN, fidèle à son refus de l'oppression fiscale ressentie par ses électeurs, salariés ou indépendants du nord de l'Italie, a proposé une «flat tax¹³».

Sans égard pour les avertissements européens sur la soutenabilité des finances publiques italiennes, LN et M5S entendent revenir sur la «réforme Fornero¹⁴» des retraites, et relancer les investissements publics. Matteo Salvini avançait un slogan *Prima gli Italiani* («Les Italiens d'abord») dont le sens eurosceptique ne pouvait échapper à personne. Il aurait pu être celui de tous les partis. La tiédeur européenne des deux autres grands partis – l'un au pouvoir depuis 2013, le Parti démocrate (PD) à gauche, l'autre dans l'opposition depuis 2014, Forza Italia (FI) à droite, membres respectivement du Parti socialiste européen (PSE) et du Parti populaire européen (PPE) – confine en effet souvent à la critique ouverte. Sous la direction de Matteo Renzi, le PD avait remporté en 2014 les élections européennes avec 40 % des suffrages, promettant de porter

9. 62 % d'approbation à la politique migratoire du gouvernement Conte et 71 % pour l'action de Matteo Salvini comme ministre de l'Intérieur (Istituto Piepoli, 19 juin 2018).

10. Sondage SWG du 27 juin 2018.

11. 56 % de méfiance à l'égard de l'UE, 34 % de confiance, 10 % sans opinion. La confiance à l'égard de l'UE est passée de 75 % en 2008 à 38 % en 2017 (IPSOS, 30 mai 2018). D. Dobomy, E. Rivière et A. Husson, «Les Italiens et l'Europe, chronique d'un désenchantement», *Policy Paper*, n° 217, Institut Jacques Delors, 16 février 2018, disponible sur : <<http://institutdelors.eu>>.

12. La promesse ainsi faite oscille entre un revenu universel (non lié au travail) et un équivalent du revenu de solidarité active (RSA) français (lié au travail).

13. L'impôt sur le revenu proposé aurait un taux de 15 %.

14. Cette réforme, adoptée à l'automne 2011, augmente fortement l'âge nécessaire pour avoir une retraite.

efficacement la protestation italienne en Europe¹⁵. Le désaveu de Renzi lors du référendum constitutionnel du 4 décembre 2016 disait déjà le sentiment de la majorité des électeurs sur sa capacité à changer la donne en Europe¹⁶. Le gouvernement Gentiloni, formé suite à cette première défaite, n'a guère été plus heureux en la matière. Quant à FI, toujours dirigé par son fondateur Silvio Berlusconi, il restait pris dans ses contradictions : alliance avec une LN eurosceptique avec une tendance à la concurrencer sur des thèmes porteurs comme la « flat tax¹⁷ » ou la lutte contre l'immigration illégale¹⁸, et conviction que Berlusconi avait été chassé en 2011 de la présidence du Conseil suite aux pressions de ses partenaires européens, le tout en se voulant pourtant l'aile pro-européenne de l'alliance des droites.

Le centre pro-européen s'est écroulé : aucun de ses leaders de 2013-2016 ne se représentait en 2018¹⁹. Une seule force décidait d'afficher son engagement pro-européen : la liste +Europe, créée à la veille des élections et menée par l'ancienne Commissaire européenne Emma Bonino, leader historique du Parti radical italien. Significativement, et alors qu'elle enregistrait des sondages favorables, Emma Bonino devait démentir les rumeurs attribuant à sa liste la volonté d'appeler à encore plus d'austérité en Italie. Intégrée à l'alliance de centre-gauche, sa liste ne recueillit qu'un peu plus de 2 % des voix.

Le centre pro-européen s'est écroulé

Il existe donc deux manières de calculer le niveau de l'euroscepticisme italien. En raisonnant selon les affiliations partisans européennes des différents protagonistes – ce qui mène à 59 % d'euroscepticisme exprimé ; ou en tenant compte des discours qu'ont entendu et approuvé les électeurs sur les affaires européennes – ce qui mène plutôt à 95 %. Ces deux chiffres correspondent à ce qu'enregistrent les sondages comparatifs internationaux – Eurobaromètre ou autres²⁰ –, qui montrent l'insatisfaction des Italiens à l'égard de l'UE.

15. Comme le note l'historien Marc Lazar, « ce qui est présent dans le contrat de gouvernement de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles acquiert une puissance considérable : la peuplocratie », Fondation Robert Schuman, entretien d'Europe n° 98, disponible sur : <www.robert-schuman.eu>.

16. L. Ceccarini et F. Bordinon, « Referendum on Renzi: The 2016 Vote on the Italian Constitutional Revision », *South European Society and Politics*, 2017, disponible sur : <<http://dx.doi.org>>.

17. FI s'est rallié à cette mesure en proposant un taux de 20 %.

18. FI a ainsi suivi la LN dans sa promesse de renvoyer 600 000 immigrés clandestins présents en Italie dans les plus brefs délais.

19. Choqué par sa contre-performance de 2013, Mario Monti s'est rapidement éloigné de la politique italienne, et aucun de ceux qui l'avaient suivi n'a réussi à incarner et à faire exister le centre pro-européen. Mario Monti reste cependant sénateur à vie.

20. D. Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Paris, Plon, 2017.

Évolution des rapports de force électoraux en Italie 2013-2018²¹

Parti	Coalition 2018	Position affichée sur l'Union européenne/ Affiliation partisane européenne ²²	% vote valide 2018	% vote valide 2013	Différence 2013-2018
Casa Pound Italie (néofascistes)	1 %	Antieuropéen/néant	1 %	<1 %	+1 %
Ligue du Nord (LN)	Centre-droit (CD) 36 %	Eurosceptique/MENL	17 %	4 %	+13 %
Frères d'Italie (Fdl) (néofascistes)		Eurosceptique/néant	4 %	2 %	+2 %
Forza Italia (FI de Berlusconi)		Euro-critique/PPE	14 %	22 %	-8 %
Nous avec l'Italie, UDC		Pro-européen/PPE	1 %	1 %	+0 %
Mouvement 5 Étoiles (M5S)	33 %	Eurosceptique/néant	33 %	25 %	+8 %
Listes pro-européennes (coalition Monti et Faire pour arrêter le déclin) (2013)	-	Pro-européen/néant	0 %	12 %	-12 %
+Europe (Bonino)	Centre-gauche (CG) 23 %	Pro-européen/ALDE	2 %	0 %	+2 %
3 autres listes CG (2018)		Pro-européen/PSE, Verts, PPE	2 %	1 %	+1 %
Parti démocrate (PD)		Euro-critique/PSE	19 %	25 %	-6 %
Libres et égaux (LeU)	3 %	Euro-critique/PSE, Verts, PGE	3 %	3 %	+0 %
Pouvoir au Peuple (PaP) (néo-communistes)	1 %	Antieuropéen/néant	1 %	2 %	-1 %
Autres listes (<1 %)	3 %	Eurosceptique ou antieuropéen	3 %	2 %	+1 %
Total votes valides	100 %		100 %	100 %	
Total votes pour des partis critiques à l'égard de l'UE (Hypothèse basse)	59 %	Antieuropéen, eurosceptique (dont majorité gouvernementale juin 2018 : 50 %)	59 %	36 %	+23 %
Total des votes pour des partis critiques à l'égard de l'UE (Hypothèse haute)	95 %	Antieuropéen, eurosceptique, euro-critique	95 %	84 %	+11 %

21. Votes valides pour la part proportionnelle à la Chambre des députés (toute l'Italie sans les électeurs à l'étranger, sauf la vallée d'Aoste).

22. Au sens de parti européen reconnu par les règles du Parlement européen.

La revanche des opposants à la cure d'austérité Monti

Pour comprendre les élections du 4 mars 2018, il faut en revenir à 2011. Dans le cadre de la crise de la zone euro, la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE), et les grands partenaires de l'Italie (l'Allemagne d'Angela Merkel et la France de Nicolas Sarkozy), font alors pression sur le gouvernement Berlusconi pour qu'il adopte des mesures d'austérité et des réformes structurelles. Ces pressions, largement relayées en Italie par l'opposition de centre-gauche et les partenaires sociaux (Confindustria et syndicats), finissent par aboutir à la démission de Silvio Berlusconi, lâché par l'aile centriste de sa majorité. Il est remplacé par Mario Monti. Ce dernier met en place les mesures d'austérité demandées par les partenaires européens. Il bénéficie alors du soutien de tous les grands partis au Parlement – y compris du parti de Berlusconi, FI, qui se rallie à l'union nationale au nom de la pérennité de la zone euro et du maintien en son sein de l'Italie.

Il ne reste alors pour s'opposer à cette union nationale au nom de l'Europe que deux partis importants : la LN et le M5S. Plutôt européiste à ses débuts par détestation de Rome, la LN s'affiche désormais eurosceptique²³. Les insultes contre Bruxelles de son leader historique Umberto Bossi, n'empêchent cependant pas les parlementaires de la LN de ratifier en 2009 le traité de Lisbonne au nom de la solidarité gouvernementale. Ses dirigeants occupent au demeurant des ministères dans les gouvernements Berlusconi (1994, 2001-2006, 2008-2011), et participent donc aux instances européennes.

À l'automne 2011, la LN va choisir la cohérence entre ses discours eurosceptiques et son positionnement face au gouvernement Monti. D'une part, la réforme des retraites envisagée par la nouvelle ministre du Travail Elsa Fornero touche sa base électorale d'ouvriers du nord du pays. D'autre part, le durcissement de la fiscalité directe et indirecte, et le ralentissement prévisible de l'économie italienne qu'elle implique, menacent de frapper les petites et moyennes entreprises (PME) du nord de l'Italie, et les banques coopératives qui les financent.

Le virage de LN, avisé du point de vue de sa clientèle électorale, ne lui profite pourtant pas aux élections de février 2013. Le parti, fondé en 1989-1991 par la réunion de partis régionalistes du Nord au nom de la lutte contre la partitocratie, la corruption et le népotisme – censés venir du sud de l'Italie, mafieux et paresseux par nature –, se trouve alors empêtré

23. Pour une synthèse sur la LN voir U. Bossi et R. Biorcio, *La rivincita del Nord. La Lega della contestazione al governo*, Bari, Laterza, 2010.

Salvini recherche systématiquement la provocation

dans les travers mêmes qu'il dénonçait. Le népotisme de Bossi et les détournements du financement public de la LN à son profit et à celui d'un « cercle magique » de fidèles²⁴ le délégitiment. Umberto Bossi démissionne en 2012, remplacé par Roberto Maroni, l'un de ses plus vieux fidèles. Les 4 % de 2013, dans le cadre de la coalition des droites menée à la défaite par Silvio Berlusconi, ramènent alors la Ligue à un étiage lui permettant tout juste d'avoir des élus dans les deux Chambres. Prenant appui sur les militants, Matteo Salvini, alors politicien de second rang, prend la tête du parti en 2013. Face à ses difficultés financières et pour s'en assurer une mainmise complète, il en liquide l'appareil bureaucratique, bâti par Bossi sur le modèle (inavoué) du Parti communiste italien des années 1950.

Matteo Salvini, député européen de moins de 40 ans, militant à la LN depuis son adolescence, reprend les méthodes de communication qui ont si bien réussi à Bossi au début des années 1990, en les adaptant à l'ère des réseaux sociaux²⁵. La provocation est recherchée systématiquement. Cet activisme, largement relayé par des médias audiovisuels séduits, s'accompagne d'un changement dans l'identité même du parti. La LN avait toujours été contre l'immigration extra-communautaire, la bureaucratie romaine et la pression fiscale, mais elle voulait surtout défendre les intérêts du nord de l'Italie contre ceux de Rome et du Sud. La LN avait exploré toutes les formules pour détacher le nord du sud de l'Italie : fédéralisme, *devolution*²⁶, et même indépendantisme de la « Padanie ».

Le pari de Matteo Salvini est de faire de la LN une *Ligue* tout court, un parti nationaliste et xénophobe, libéral mais aussi social, qui s'adresserait à tous les Italiens. Les élections européennes de 2014 ont été le premier test de cette « nationalisation » de la LN, un test moyennement réussi avec 6 % des suffrages, obtenus presque exclusivement dans le nord et le centre du pays. Le 4 mars 2018, l'option incarnée par Salvini connaît

24. En raison de ces détournements de fonds du début des années 2010, la magistrature réclame en 2017-2018 à la LN le remboursement de près de 50 millions d'euros – somme dont ne disposent pas les actuels dirigeants. Quoique condamné en première instance, et en conflit sur la ligne « nationale » avec Matteo Salvini, Umberto Bossi a été réélu sénateur de LN le 4 mars 2018.

25. M. Pucciarelli, *Anatomia di un populista. La vera storia di Matteo Salvini*, Milan, Feltrinelli, 2016.

26. En anglais dans le jargon de la LN, c'est-à-dire un fédéralisme asymétrique où seules les régions du Nord auraient plus d'autonomie dans le cadre de l'État italien. Cette idée, présente dès la fin des années 1990 dans le discours de la LN, a été relancée par deux référendums consultatifs tenus en octobre 2017 en Lombardie et en Vénétie à l'initiative de leurs gouverneurs membres de la LN. Le succès inattendu de ces deux référendums signale la persistance d'une demande d'autonomie dans ces régions, qui dépasse le cadre des seuls électeurs de la LN.

enfin le succès. Certes, les scores de la LN restent fortement régionalisés, et élevés en Vénétie (32 %) et en Lombardie (28 %), mais ils marquent une explosion dans le centre et le sud du pays²⁷.

L'autre gagnant, à terme, des événements de 2011 est le M5S²⁸. Lorsqu'il est fondé à l'automne 2009 par l'humoriste Beppe Grillo, le M5S représente plutôt une dissidence de la gauche, en particulier du PD, même s'il s'affirme dès le départ «ni de droite ni de gauche». Les activistes qui opèrent à l'échelle locale critiquent la mollesse du PD face au cas Berlusconi, sa propre corruption, son manque de sensibilité écologique et sociale. Le M5S se veut au départ un «non-parti». Pour marquer la radicalité de sa différence, il refuse non seulement toute alliance mais même tout ralliement à sa cause d'élus ou de militants d'autres partis. Il entend se distinguer aussi des appareils partisans par un fonctionnement décentralisé (*meet-up*²⁹), le moins coûteux possible³⁰, et l'usage exclusif d'internet pour valider par un vote de ses militants toutes les décisions importantes³¹ – même si le «garant» Beppe Grillo dicte, à toutes fins utiles, la ligne de la nouvelle organisation³².

En 2011-2013, sous son impulsion, le M5S se positionne contre tous les partis qui appuient le gouvernement Monti, vu comme une caste de corrompus sacrifiant les intérêts des Italiens à l'Europe. Agrégeant des électeurs disparates – déçus de la gauche, déçus de la droite et anciens abstentionnistes –, le M5S est déjà en 2013 avec 25 % des suffrages le premier parti italien. Il est rejeté dans l'opposition avec la formation des gouvernements Letta en 2013, Renzi en 2014 et Gentiloni en 2016, auxquels le PD fournit toujours la majorité des ministres – dont le premier

27. Par exemple, la LN atteint ainsi 5,6 % des suffrages en Calabre et 6,3 % en Basilicate en 2018, contre respectivement 0,5 % et 0,1 % en 2013.

28. Pour une présentation du M5S à la veille de l'élection du 4 mars 2018, voir J. Dousson, *Un populisme à l'italienne ? Comprendre le Mouvement 5 Étoiles*, Paris, Les Petits Matins, 2018 et P. Corbetta (dir.), *M5s. Come cambia il partito di Grillo*, Bologne, Il Mulino, 2017.

29. Terme anglais qui est utilisé dans les réunions locales des militants qui se sont rencontrés *via* le blog de Beppe Grillo.

30. Le M5S lutte depuis ses débuts contre toute forme de financement public des partis politiques et il prétend faire la démonstration qu'un «non-parti» peut s'affirmer dans les urnes (presque) sans argent grâce aux outils qu'offre Internet.

31. La signature du *Contrat pour le gouvernement du changement* sera ainsi validée par un tel vote, *via* la plate-forme Rousseau, gérée par une association liée au M5S. Ce vote par voie électronique, tenu le 18 mai 18, aurait mobilisé selon Luigi Di Maio 44 796 votants, 42 274 «oui» et 2 522 «non».

32. Une version, surtout répandue par les premiers exclus du M5S et par certains journalistes, fait du M5S le résultat d'une manipulation de l'opinion publique *via* les réseaux sociaux, par la Casaleggio Associati. Cette société milanaise de services informatiques, créée par Gianroberto Casaleggio, a géré le blog de Beppe Grillo et les autres sites du M5S jusqu'à récemment. Elle serait le *deus ex machina* du M5S. Toutes les reconstitutions académiques des débuts du M5S pointent effectivement le rôle de Gianroberto Casaleggio dans les ambitions politiques de Beppe Grillo, les espérances millénaristes mises dans la démocratie directe, et l'organisation au jour le jour du M5S.

d'entre eux – aux côtés de quelques transfuges du centre et de la droite. Disposant de groupes parlementaires dans les deux Chambres – quoique formés d'élus inexpérimentés –, il a tout loisir de se positionner comme principal opposant, Silvio Berlusconi recherchant longtemps à s'accorder avec le PD³³.

Après la création d'une direction collégiale en 2014, Beppe Grillo passe la main en 2016 à un nouveau dirigeant, le « chef politique » du M5S, Luigi Di Maio. Ce trentenaire napolitain, militant du M5S depuis sa création, élu député en 2013, incarne la normalisation du M5S, y compris en matière européenne. Le M5S hésite en effet à ce sujet. Comme on peut le constater en parcourant les programmes de 2013 ou de 2018, ou le *Contrat pour le gouvernement du changement*, le M5S peut être en faveur de normes euro-

Di Maio incarne la normalisation du Mouvement 5 Étoiles

péennes lorsqu'elles favorisent, selon lui, les Italiens, et contre dans le cas inverse. Cette ambivalence correspond au fait sociologique que le M5S représente à la fois la partie la plus jeune et la plus éduquée du monde du travail italien – donc la plus désireuse de normaliser l'Italie sur un modèle d'efficacité nord-européen –, et celle qui se trouve la plus en difficulté économiquement et socialement – donc la moins prête à accepter les discours lénifiants sur l'état de l'Italie et de l'Europe. Le militant-type, ou l'élus-type, des premières années du M5S est ainsi un jeune diplômé de l'enseignement supérieur qui n'a pas trouvé de travail stable à la mesure de ses compétences académiques, et ne veut pourtant pas de l'exil dans un autre pays européen.

Les trois gouvernements formés après les élections de 2013 ont tous cherché à corriger la plongée dans l'austérité du gouvernement Monti, qui favorisait d'évidence la montée des populismes de la LN et du M5S. Ils ont tous négocié avec la Commission européenne, et leurs partenaires européens, des marges budgétaires permettant une (légère) relance de la consommation, ou des investissements publics. Et ils ont été les premiers bénéficiaires de la politique menée par Mario Draghi à la tête de la BCE. Ils ont continué sur la voie des réformes structurelles, en particulier avec le *Jobs Act*, réforme du marché du travail du gouvernement Renzi (2014-2016).

Celle-ci, en dépit des intentions affichées, n'a pas affecté le haut niveau de précarité qui frappe la jeunesse italienne sur le marché du travail. Surtout, en dépit d'une reprise économique amorcée en 2015

33. Le dernier accord entre le PD et FI n'est autre que le vote de la nouvelle loi électorale en 2017.

et poursuivie depuis – laquelle n’a cependant pas permis à l’Italie de regagner à ce jour son produit intérieur brut (PIB) de 2007 –, le jugement des Italiens ordinaires sur l’état de l’économie est resté négatif. À cette donnée subjective – qu’il faut, de plus, régionaliser, avec une opinion du Sud qui se sent particulièrement en difficulté –, il faut ajouter par exemple le maintien en 2017 d’un niveau de chômage réel à 25 %³⁴ ou 30 %³⁵, la baisse des prix de l’immobilier, ou l’aggravation, cette même année, de la pauvreté, là encore particulièrement dans le sud du pays³⁶. Une large part de la société et de l’économie italiennes ne s’est donc pas remise en 2018 de la cure d’austérité Monti, et elle en attribue logiquement la faute à tous ceux qui n’ont pas su dire non à Monti en 2011.

La crise migratoire de 2015

Dans le contexte d’une reprise économique lente aux effets sociaux limités, l’Italie a été confrontée depuis 2015-2016 aux contrecoups de la fermeture progressive de la route des Balkans pour les migrants désireux de rejoindre les pays riches du nord de l’Europe. Or la fermeture aux migrants des frontières terrestres de l’Italie par les États voisins – et au premier chef la France – a donné l’impression aux électeurs que leur pays devenait un cul-de-sac. Même si, ces derniers temps, les gouvernements à direction PD, à travers l’action de Marco Minniti, ministre de l’Intérieur de Gentiloni en 2016-2018, ont réduit les flux de migrants grâce à des accords avec les pouvoirs libyens – mais non leur nombre sur le territoire italien –, l’impression reste que l’Italie subit une vague migratoire hors de contrôle.

Cette situation a favorisé la LN, principal pourfendeur de l’immigration depuis les années 1990, mais elle n’a pas défavorisé le M5S. Ce dernier triomphe au Sud et dans les îles, zones d’arrivée par mer des migrants. Le M5S s’est contenté de souligner qu’il existait un «business de l’immigration» infiltré par les mafias, en se livrant à des généralisations à partir des quelques cas qui ont défrayé la chronique judiciaire.

Le succès des positions de la LN et du M5S en la matière tient aussi au fait que les réseaux d’aide aux migrants sont largement imbriqués avec le monde catholique, dont Caritas. Or, dans leur choix de voter pour la LN

34. B. Ducoudré et P. Madec, «Au-delà du taux de chômage...», *OFCE Sciences Po*, 3 juillet 2018, disponible sur : <www.ofce.sciences-po.fr>.

35. V. Corto, «Questo grafico dice una verità molto scomoda sul tasso di disoccupazione», *Econopoly*, 5 janvier 2018, disponible sur : <www.econopoly.ilssole24ore.com>.

36. Rapport 2017 de l’ISTAT sur la pauvreté en Italie, disponible sur : <www.istat.it>.

ou le M5S, les électeurs italiens ont montré qu'ils ne tenaient plus grand compte de l'Église catholique. Même si les dirigeants du M5S ou de la LN s'affirment catholiques – comme le nouveau président du Conseil, Luigi Di Maio ou Matteo Salvini –, ils n'ont aucun lien avec le catholicisme organisé, alors que FI avait cultivé ses liens au nord du pays avec Communion & Libération, et que le PD est, lui, appuyé par toute la gauche sociale catholique (l'association chrétienne des travailleurs italiens – ACLI, par exemple).

Les positions en matière éthique du M5S sont fluctuantes. Plutôt libérales dans les premières années elles sont devenues plus conservatrices, mais ne portent jamais la marque de l'enseignement catholique, en particulier en matière d'immigration. La LN, au contraire, implantée dans des régions marquées par le catholicisme tridentin (Vénétie, Lombardie, Piémont, Frioul-Vénétie Julienne), anciens fiefs de la Démocratie chrétienne (DC), oscille entre deux positions : un rejet systématique du magistère de l'Église d'après Vatican II – dont aujourd'hui celui du pape François – quand il appelle à la solidarité avec les migrants ou à la tolérance envers l'islam, et une volonté de récupérer l'aile la plus traditionaliste des catholiques, en particulier en matière de conception de la « famille naturelle ». Face à ces défis, l'Église a réaffirmé son propre européisme et a désapprouvé la tonalité xénophobe et irréaliste de la campagne électorale de 2018, mais son impact électoral n'en est apparu que plus résiduel.

Tout indique donc que l'Italie est appelée à devenir un partenaire plus revendicatif dans l'arène européenne. Il ne s'agit cependant pas de rompre avec l'UE. Contrairement à certains eurosceptiques britanniques qui ont agité lors du référendum de 2016 le spectre victorien du *Global Britain* – soit l'idée d'un rapport non médiatisé par l'UE du Royaume-Uni au monde –, les eurosceptiques, ou même les antieuropéens, italiens, au pouvoir ou dans l'opposition, s'inscrivent toujours dans une géopolitique européenne. Ils ont une vision utilitariste de l'UE, qui entend se substituer à l'engagement européen affiché des gouvernements italiens depuis les années 1950.

La séquence engagée par Matteo Salvini dès les premiers jours de sa prise de fonction témoigne de cette volonté, partagée par tout le nouveau gouvernement et la majorité des électeurs italiens, de compter davantage dans le jeu européen. Exalté par ses bons sondages, Salvini présente désormais les élections européennes de 2019 comme le moment où les souverainistes – comme lui – prendront le contrôle de Bruxelles.

N'apporte-t-il pas ainsi, paradoxalement, une légitimation supplémentaire à l'UE ? Les néo-nationalistes italiens n'entendent pas quitter l'Union, mais la subvertir, la plier à leur propre usage. Vu le désenchantement européen de l'opinion, la faiblesse des partis cherchant à contrer l'utilitarisme en matière d'UE, les difficultés persistantes de son économie, et sa situation aux portes de l'Afrique, il est fort peu probable – même si l'alliance M5S/LN s'écroule rapidement – que Rome redevienne le partenaire sans grande exigence qu'elle fut dans les 60 dernières années de construction européenne. Ses partenaires seraient bien avisés de tenir compte d'un changement qui s'annonce durable.



Mots clés

Italie
Mouvement 5 Étoiles
Ligue du Nord
Nationalisme